



PADIP
Programme d'Appui au
Développement de l'Irrigation Privée

**Evaluation du potentiel et des contraintes de la petite irrigation au Niger :
renforcement des capacités d'élaboration d'un plaidoyer et de dialogue politique
des organisations paysannes**

Résumé du Rapport final

Joanne Cochand, Ronald Jaubert / Septembre 2012

Le PADIP est un programme de recherche mis en œuvre conjointement par :

- ✓ Université de Lausanne (Suisse), Département de Géographie ;
- ✓ Université Abdou Moumouni (Niamey), Département de Géographie.

Une équipe de coordination a été mise en place à Niamey, regroupant les deux universités.

Résumé

L'analyse économique valide la stratégie minimaliste permettant d'aménager une parcelle d'environ **0,5 hectare avec un investissement de l'ordre de 150.000 FCFA** incluant la réalisation d'un forage et l'acquisition d'une moto pompe et de tuyaux.

Cette technique à bas coût peut être mise en œuvre dans les zones disposant d'eau de surface et plus souvent de nappes phréatiques dont la profondeur n'excède pas 12 m. Ces caractéristiques se trouvent en particulier dans les vallées actives ou fossiles telles que celles des régions de Gaya, Maradi et Zinder. Le développement de la petite irrigation est aussi fortement dépendant de l'accès au marché des productions maraîchères ce qui est le cas des régions frontalières où une partie de la production est exportée.

Dans la majorité des cas les systèmes de production sont peu intensifs et donnent des rendements faibles par rapport au potentiel technique.

Cette stratégie limitant les charges d'exploitation à environ 250.000 FCFA par hectare est **économiquement viable** et permet de dégager une marge brute de l'ordre de 300.000 à 500.000 FCFA par hectare.

Ces montants sont très inférieurs à ceux obtenus dans des systèmes intensifs tels que ceux de la région de Tahoua pouvant atteindre ou dépasser 2 millions de FCFA par hectare. Un point important est que **ces systèmes à bas coût permettent de rembourser l'investissement initial en une campagne**. De plus, **ils limitent les risques** en termes de maîtrise technique de l'irrigation et fluctuation des prix.

L'efficacité technique de ces systèmes est limitée mais ils permettent de développer la petite irrigation **à des coûts très inférieurs** aux investissements préconisés par des projets tels que le programme de promotion de la petite irrigation.

Par ailleurs, une large part de l'investissement est **mobile** et peut donc être déplacée en cas de perte de l'accès à la parcelle. Ceci permet de développer l'irrigation sur des terres en prêt ou en location ce qui est le cas dans 16 % des cas environ.

Bien que le montant des investissements soit peu élevé comparativement aux coûts d'aménagement hydro agricoles et ceux proposés par le PIP, le financement reste une contrainte majeure pour laquelle **les solutions** permettant aux petits exploitants d'exploiter les ressources hydriques restent à **inventer**.

Du fait de la variabilité des situations, les solutions combinant une part de prêt et de don et la participation de la BAGRI, des OP et des opérateurs privés devront être définies en fonction des caractéristiques locales.

La nouvelle réglementation en matière de gestion de prêts tend, dans un premier temps au moins, à restreindre les possibilités. Une partie du problème tient aux capacités des OP à jouer un rôle d'intermédiaire fiable entre les organismes de financement et les petits agriculteurs ne présentant peu ou pas de garanties.

Si la propriété de la terre n'est pas une condition indispensable au développement de la petite irrigation, cette dernière a un effet sensible sur le marché des terres. Environ **20 % des irrigants ont en effet acheté tout ou partie des surfaces qu'ils exploitent**. Il est probable que les ventes se fassent au détriment des propriétaires ou utilisateurs de terres n'ayant pas les capacités d'inversement leur permettant de tirer profit des ressources en eau. Ce constat renforce l'objectif de l'initiative 3N (les nigériens nourrissent les nigériens) de favoriser l'accès à l'irrigation pour les petits producteurs.

Les ressources en eau ne semblent pas être, dans les zones d'étude du PADIP, un facteur limitant. La probable poursuite de l'extension des surfaces irriguées du fait de la baisse des coûts des équipements pose cependant la question du suivi des nappes et de l'estimation des ressources exploitables afin de prévenir les phénomènes de rabattement qui pourraient compromettre la pérennité de l'activité.

Dans le même ordre d'idée, la baisse marquée du prix des oignons en 2011-12 pose la question du suivi des marchés et de la régulation de la production et de la commercialisation. La petite irrigation s'est développée grâce au marché des produits maraîchers dont les limites ne sont pas connues. De plus, faute de moyens suffisants de stockage et de transformation les prix sont soumis à une forte variabilité intra annuelle.

Outre les aspects techniques, le suivi de des marchés, dans le but de prévenir une saturation, et l'amélioration de la commercialisation sont deux dimensions importantes de toute stratégie visant à promouvoir la petite irrigation et à limiter les risques économiques.

Le programme avait pour objectif de renforcer les capacités des OP en matière de plaidoyer en faveur de la petite irrigation. Cette dernière était en effet marginalisée dans la Stratégie de développement rural adoptée en 2003 et la reconnaissance de la capacité des petits producteurs à contribuer à l'objectif dominant d'extension des surfaces irriguées était une priorité. **Le contexte politique a sensiblement évolué avec l'adoption en 2012 de l'initiative 3N.**

Par ailleurs, des OP telles que Mooriben et FCMN-Niya se sont engagées dans un processus de définition de cadre stratégique. Elles ont de plus développé des compétences en matière d'appui conseil qui constituent une base pouvant être étendue. La contribution des OP à l'initiative 3N est certainement un facteur clé de sa réussite. Elle nécessite un renforcement notable des capacités des OP entre autres en matière de gestion de systèmes de financement, mais aussi d'appui technique aux petits agriculteurs.

Partenaires :

- ✓ La Fédération des Unions des Groupements Paysans du Niger (FUGPN-Mooriben)
- ✓ La Fédération des Coopératives maraîchères du Niger (FCMN NIYA)
- ✓ La Plateforme Paysanne du Niger (PFPPN)
- ✓ Le Réseau National des Chambres d'Agriculture du Niger (RECA-Niger) et les huit Chambres Régionales d'Agriculture.
- ✓ Services techniques (Ministères de l'Hydraulique et du Développement Agricole)

Contact :

- ✓ Coordination du programme de recherche PADIP : Département de Géographie, Université Abdou Moumouni, Niamey, Niger. Tél. +227 90 32 27 15

Table des matières / Synthèse des résultats

- Investissements, charges d'exploitation et résultats économiques
- Risques économiques, maîtrise de la production et de la commercialisation
- Financement de la petite irrigation
- Sécurisation foncière et marché des terres
- Ressource en eau et potentiel irrigable
- Renforcement des capacités des Organisations paysannes

Mise en œuvre :



Université
de Niamey
Niger

Financement :



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Direction du développement
et de la coopération DDC